

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 20/02/2025

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **QUALITY ENVIRONNEMENT SARL**

ZI des Beaux Vallons  
17540 Saint-Sauveur-D'aunis

Références : 0007208118/2025/90  
Code AIOT : 0007208118

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement QUALITY ENVIRONNEMENT SARL implanté ZI des Beaux Vallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à la mise en demeure signée le 06 février 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- QUALITY ENVIRONNEMENT SARL
- ZI des Beaux Vallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis
- Code AIOT : 0007208118
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société QUALITY ENVIRONNEMENT, représentée par son dirigeant M. Romain Coulon, est spécialisée dans le recyclage des moyens de lutte contre un incendie.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Entreposage des déchets dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 8.1.1 et 5.1.4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Clôture de l'installation	Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, / article 7.2.1		Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Récupération des eaux d'extinction d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, / article 7.5.5.1		Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré des rappels en 2018 et 2023, la nouvelle inspection a permis de constater qu'un nombre important d'extincteurs non dépollués est entreposé en extérieur. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les conditions d'entreposage des déchets de son installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Entreposage des déchets dans l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 8.1.1 et 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives du bâtiment de production
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 27/11/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

article 8.1.1 :

L'exploitation devra respecter les prescriptions suivantes pour l'activité de démantèlement des extincteurs :

f) aucun stockage de produit ne sera réalisé à l'extérieur du bâtiment couvert.

Article 5.1.4 :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être stockés dans des récipients étanches (réservoirs, fûts, bennes,...) en bon état, associés à des rétentions réglementaires ou placés sur des aires étanches aménagés pour la récupération des éventuels liquides épandus. [...]

**Constat de la visite du 27/11/2023 :**

**=> Les conditions d'entreposage des déchets respectent les dispositions du présent arrêté dans un délai ne dépassant pas 15 jours.**

**En parallèle, l'exploitant peut solliciter une modification des dispositions applicables en déposant un dossier de porter à connaissance à Monsieur le Préfet dans le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.**

**Constats :**

La visite permet de faire le constat des stockages extérieurs au bâtiment principal décrits ci-dessous.

Une dizaine de big bags contenant de la poudre d'extincteurs est présente devant l'entrée du bâtiment, à proximité du parking VL. Ils sont stockés sur palettes sur une surface en enrobé et sont protégés des intempéries par une enveloppe en plastique. Une petite quantité de poudre bleue est visible sur le sol au niveau des premières palettes.

De nombreux extincteurs (quantité non définie précisément mais plusieurs centaines constatées) non dépollués sont présents sur les parcelles 211, 210, 257, 255 et 291 à l'est et au nord du bâtiment. Ils sont stockés à même le sol (extincteurs sur roues), sur palettes, en cartons sur palettes ou dans des cages métalliques non associées à des rétentions, posées à même le sol perméable.

Environ 200 extincteurs sur roues démontés et vidés sont stockés à l'arrière du bâtiment sur dalle béton située contre le bâtiment.

Sont également stockés à l'extérieur du bâtiment principal, sur les parcelles 255, 291 et 214 une cinquantaine de bacs PVC contenant des flexibles issus du démontage des extincteurs, une

<p>vingtaine de big bags sur palettes contenant des poignées d'extincteurs, 1 benne de 30 m<sup>3</sup> contenant de l'aluminium, une benne de 30 m<sup>3</sup> contenant des DIB, une vingtaine de casiers PVC contenant des métaux issus du démontage des extincteurs (en attente d'expédition le jour même).</p> <p>Des palettes et autres contenants PVC vides et cages métalliques vides sont stockés dans l'angle nord est de la parcelle 291 sur une surface d'environ 200 m<sup>2</sup>.</p> <p>La surface de stockage extérieure totale occupée est estimée à environ 1500 m<sup>2</sup>, répartie sur les parcelles 291, 255, 257, 210, 279, 211, 214 et 272.</p> <p>Des extincteurs non vidés non démontés, stockés en caisses métalliques d'1 m<sup>3</sup> ou en cartons sur palettes filmées, sont stockés dans le nouveau bâtiment de 750 m<sup>2</sup> (situé sur la parcelle 279) sur une hauteur maximale de 3 m. Ce nouveau bâtiment est rempli au moins aux 3/4 de son volume.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>=&gt; <b>Les conditions d'entreposage des déchets respectent les dispositions de l'arrêté du 06/10/2009 dans un délai ne dépassant par 1 mois.</b>  <b>En parallèle, l'exploitant peut solliciter une modification des dispositions applicables à son installation en déposant un dossier de porter à connaissance à Monsieur le Préfet dans le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Clôture de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 7.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.  [....]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate l'absence de clôture côté ouest et en partie en limite nord.  L'exploitant indique à l'inspection que la commande de clôture a été faite et qu'elle sera posée la semaine 4.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>=&gt; <b>L'exploitant doit s'assurer que son établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Récupération des eaux d'extinction d'un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 7.5.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récupération des eaux d'extinction d'un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols et des eaux. A cet effet le bâtiment doit être placé sur rétention afin de récupérer l'ensemble des eaux d'incendie polluées.  La vidange des eaux collectées dans la rétention ne peut être effectuée dans le milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et traitement approprié en cas de non respect des valeurs limites fixées au niveau des eaux exclusivement pluviales.  La mise sur rétention du bâtiment sera effective dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la signature du présent arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate qu'aucune rétention n'est présente dans le bâtiment process.  Un nouveau bâtiment dédié au stockage, d'une surface de 750 m <sup>2</sup> a été construit en 2024 et possède un système de récupération des eaux d'écoulement par la mise en place d'un caniveau sur la façade ouest ouverte (travaux en cours de réalisation). Le caniveau sera connecté à un débourbeur avant rejet dans un nouveau bassin d'infiltration en cours de création situé en façade sud du bâtiment.  L'exploitant n'a pas informé le préfet de la construction d'un nouveau bâtiment et d'un nouveau bassin d'infiltration.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>=&gt; L'exploitant doit prendre toutes les mesures permettant de récupérer l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, en particulier pour le bâtiment process existant, ne faisant actuellement l'objet d'aucune rétention.</b> <b>En parallèle, l'exploitant dépose un dossier de porter à connaissance (incluant notamment les projets évoqués ci-dessus) à Monsieur le Préfet dans le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et peut solliciter à cette occasion une modification des dispositions applicables à son installation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois